

Budget de l'UE après 2020 : coupes importantes dans les budgets de la PAC et de la politique de cohésion, mais forte augmentation pour la recherche et la jeunesse

Tous les sept ans, l'Union européenne décide de son futur budget à long terme - le cadre financier pluriannuel (CFP). Le prochain budget de ce type, qui débutera le 1er janvier 2021, sera le premier pour l'Union européenne à 27, après le Brexit. Le 2 mai 2018, la Commission européenne a présenté sa proposition de budget européen pour le prochain CFP pour la période 2021-2027 ([voir l'ensemble de la communication ici](#)).

Le budget futur s'élève à **1,105 milliards d'euros en paiements** - exprimés en prix de 2018 (1,135 milliards d'euros en engagements), ce qui représente 1,11% du revenu national brut de l'UE27. Pour rappel, le budget de l'UE adopté pour la période 2014-2020 s'élevait à 1,082 milliard d'euros (en engagements).

Le présent article vise à résumer les principaux changements suggérés par la Commission et la procédure d'adoption de ce CFP.

1. Eléments clés de la proposition de la Commission

Avec une proposition de budget comportant « seulement » 37 lignes budgétaires, contre 58 pour l'actuelle période de programmation 2014-2020, la Commission vise à présenter un budget simplifié et modernisé.



Source: [Page Facebook](#) de la Commission européenne

Ce graphique représente comment la Commission européenne propose de partager les finances européennes



Un nouvel ensemble de domaines prioritaires :

La Commission suggère d'accorder une plus grande priorité et donc un budget plus élevé aux domaines suivants ([voir plus de détails ici](#)) :

- [Une proposition de budget](#) de 100 milliards d'euros pour la recherche et l'innovation et Euratom, dont 10 milliards d'euros seront consacrés à la recherche et à l'innovation dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture, du développement rural et de la bioéconomie. Cela signifierait **une augmentation de 30 milliards d'euros** pour Horizon Europe - comme sera appelé le prochain programme-cadre pour la recherche et l'innovation (FP9), par rapport à la période 2014-2020 avec Horizon 2020.
- Une augmentation des fonds destinés à la transformation numérique et aux réseaux pour atteindre 12 milliards d'euros
- Plus que doubler les programmes pour les jeunes, en particulier avec ERASMUS+ et le Corps Européen de Solidarité.
- Presque tripler les dépenses pour la surveillance des frontières, la sécurité, la migration et l'asile.
- L'UE propose un quota climatique de 25% dans le nouveau budget à long terme, au lieu de 20%.

Même si la PAC et la politique de cohésion représenteraient encore près d'un tiers du CFP, la Commission suggère une réduction de 5 % du financement de la PAC et une réduction de 7 % du financement de la politique de cohésion. Même si Euromontana regrette ces propositions de diminution, elles confirment les tendances du précédent [Livre blanc sur l'avenir des finances de l'UE](#).

Un nouvel ensemble de programmes :

La proposition comprend notamment :

- **InvestEU Fund** vise à rassembler tous les instruments financiers de manière plus cohérente et centralisée afin de réduire la charge administrative.
- Un nouveau **programme Digital Europe** pour soutenir l'intelligence artificielle, les supercalculateurs, la cybersécurité ou la numérisation industrielle, et investir dans les compétences numériques.
- Un nouveau **programme du marché unique** pour aider les PME à se développer et à s'étendre au-delà des frontières, sur la base du programme COSME précédent.

Un nouvel ensemble de principes :

- L'attribution de fonds structurels conditionnels à des tribunaux indépendants : ce [nouveau mécanisme](#) permettrait à l'Union de « suspendre, réduire ou restreindre l'accès au financement de l'UE d'une manière proportionnée à la nature, à la gravité et à la portée des insuffisances de l'État de droit ».
- La création d'une nouvelle "Réserve de l'Union" pour faire face aux événements imprévus et répondre aux urgences dans des domaines tels que la sécurité et la migration afin de disposer d'un budget plus flexible.
- Suite au Brexit, la suppression progressive de tous les rabais pour avoir un budget plus juste.

Un nouvel ensemble de ressources :

La Commission a proposé de modifier le système des ressources propres afin de trouver d'autres sources que les contributions nationales des États membres. Ce système n'a pas changé depuis le paquet Delors dans les années 1980". En particulier, il a suggéré :

- Intégrer 20 % des revenus du système d'échange de droits d'émission ;



- Une contribution nationale calculée sur la quantité de déchets d'emballages plastiques non recyclés dans chaque État membre (0,80 € par kilo).

2. La mise en œuvre difficile de la PAC et de la politique de cohésion

Euromontana se félicite des augmentations proposées pour la recherche et l'innovation et pour la jeunesse, qui sont deux sujets majeurs pour les zones de montagne. Mais la diminution prévue de la PAC et de la cohésion représentent des menaces plus graves pour le maintien de montagnes vivantes.

Même si la [communication de la PAC sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture](#) et le [projet de propositions législatives](#) prévoient de soutenir davantage les petites et moyennes exploitations agricoles, Euromontana craint que la réduction de la PAC ait un impact significatif dans de nombreuses zones rurales, en particulier dans les zones de montagne. Farm Europe estime que cette proposition budgétaire aurait un impact sur les paiements directs, avec un déficit pour les agriculteurs de 10% sur la période, et d'environ 15% en 2027. En tout état de cause, la réduction proposée rendrait difficile pour les agriculteurs d'atteindre les objectifs ambitieux identifiés pour une PAC modernisée et plus verte.

De même, la réduction proposée de la politique de cohésion risque de porter gravement atteinte à la cohésion de l'Europe. La migration deviendra un thème supplémentaire pour la politique et, par conséquent, il serait même difficile de traiter tous les thèmes prioritaires actuels. Euromontana craint en particulier que l'approche territorialisée et la cohésion territoriale soient oubliées dans un budget réduit. La mise en œuvre de l'attention particulière accordée aux zones rurales, montagneuses et insulaires, comme le demande l'article 174 du traité sur le fonctionnement de l'UE, serait encore plus menacée que dans la période de programmation actuelle. Euromontana appelle donc ses membres à défendre une politique de cohésion ambitieuse et à influencer directement leurs gouvernements nationaux dans cette direction.

3. Adoption: calendrier et procédures

Le Conseil adoptera le règlement CFP à l'unanimité, après approbation du Parlement européen. Dans le cadre de cette procédure d'approbation, le Parlement, votant à la majorité absolue, peut approuver ou rejeter la position du Conseil, mais ne peut pas l'amender. En ce qui concerne les modifications demandées dans la partie relative aux ressources propres, il faudra l'unanimité des États membres et la ratification par les parlements nationaux.

La Commission fait pression pour une adoption rapide du budget avant les prochaines élections du Parlement européen à la fin mai 2019 afin de pouvoir préparer les programmes nationaux pour les politiques décentralisées telles que la PAC et la politique de cohésion pour permettre l'entrée en vigueur des prochains programmes le 1er janvier 2021. Les 12 prochains mois feront donc l'objet d'âpres discussions au Conseil et au Parlement européen. Néanmoins, ce calendrier sera extrêmement difficile à respecter ([voir le calendrier détaillé ici](#)) et il est fort probable que le budget pour la période de programmation 2021-2027 sera retardé dans son adoption.

- Pour plus d'informations, les textes juridiques et les fiches d'information sur le budget de l'UE pour l'avenir sont [disponibles ici](#)
- Pour de plus amples informations et une comparaison avec la période de programmation actuelle, [voir le site web du CFP](#)

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Marie Clotteau, Directrice
Florence Tornincasa, Chargée de communication
communication@euromontana.org
+32 2 280 42 83
www.euromontana.org

